libre circulation des personnes, des services et des capitaux. Devrait-il exister des exceptions au marché libre en raison de la nécessité de reconnaître la question du développement régional? Comment garantir la mobilité des travailleurs pour que les entreprises aient accès à une main-d'oeuvre qualifiée?

Le gouvernement désire que les Canadiens, et notamment l'AMC et d'autres groupes concernés, lui fassent connaître leurs points de vue sur ces questions. Aucune de ces propositions n'est définitive, elles peuvent toutes être améliorées. Nous sommes impatients de travailler avec les provinces et les territoires à la formation d'un nouveau partenariat en vue d'assurer la prospérité du Canada. Si le principe qui sous-tend nos propositions est accepté, et c'est ce qui compte le plus, cela constituera un engagement en vue d'établir une véritable union économique. Le premier élément structurel du véritable marché intérieur dont j'ai fait mention tout à l'heure serait alors mis en place.

Selon un rapport de la Chambre de commerce du Canada, les obstacles au commerce interprovincial se traduisent par des contraintes à l'échelle régionale et pour l'économie nationale. Il s'agit d'un des facteurs responsables de la croissance relativement faible de la productivité du Canada. On estime que les obstacles interprovinciaux touchent de 15 à 20 p. 100 de la production de biens. On peut donc facilement imaginer que leur élimination permettra d'accroître notre compétitivité à l'échelle mondiale.

L'élaboration de systèmes de gestion efficaces, exigeant la collaboration de tous les partenaires de la Confédération, constitue le deuxième élément essentiel pour l'instauration d'un véritable marché intérieur. Nos propositions de changement à l'article 91A de la Loi de la Constitution aideraient le Canada à se doter de tels systèmes de gestion. Ceux-ci devraient contenir des mécanismes de résolution des problèmes, et permettre de prévoir les changements qui s'imposeront. Les modifications proposées à l'article 91A sont destinées à mettre en place des systèmes qui permettraient à tous les gouvernements de s'entendre sur les changements à apporter et de concilier les politiques de chacun. La création d'un mécanisme officiel qui permettrait de modifier l'union économique est également essentiel à l'établissement d'un véritable marché intérieur.

Jusqu'à maintenant, les dispositions actuelles de la Constitution n'ont permis d'accomplir que très peu de progrès, c'est le moins que l'on puisse dire, en vue de l'élimination des obstacles au commerce intérieur. Nous avons quelque peu progressé au cours des quatre dernières années, depuis la mise sur pied d'un groupe de travail intergouvernemental chargé de se pencher sur cette question.